

Questions sociales

LE PROGRAMME DU DÉPARTEMENT QUESTIONS SOCIALES SERA ORGANISÉ AUTOUR DE DEUX GRANDS AXES :

- ▶ l'évolution des politiques publiques ;
- ▶ la question du lien social et du "vivre ensemble"

■ Risque social et politiques publiques

La famille :

Comment traduire concrètement l'orientation de notre modèle social vers l'"investissement social" ?

Cette question sera abordée sous quatre angles :

- ▶ la question de l'accueil du jeune enfant (conciliation entre l'objectif quantitatif et l'impératif qualitatif), dans une perspective internationale. Un colloque sur le sujet sera organisé au second semestre ;
- ▶ la compensation des charges familiales liées à l'enfant : analyse de la cohérence des différents dispositifs (allocations familiales, quotient familial, allocation rentrée scolaire, etc.) ;
- ▶ comment aider les parents à être de "meilleurs" parents : l'intervention publique en la matière est historiquement ciblée sur les familles identifiées comme étant "à problème". On assiste à une attente croissante de nombreux parents en matière d'accompagnements innovants (question de l'autorité, des pratiques addictives des jeunes). Cette thématique est donc devenue une véritable question de société, en lien naturellement avec la question de la "génération pivot" ;
- ▶ les recompositions familiales, qui ont une action considérable sur la structure même de notre société. Quelles sont les conséquences en termes de pouvoir d'achat et de logement ? Imposent-elles de repenser les politiques publiques afférentes (droits sociaux et fiscaux) ? Les politiques publiques sont-elles neutres vis-à-vis des choix individuels ? Une approche internationale sera ici privilégiée (incluant la question des couples binationaux).

Ces travaux seront conclus, en fin d'année, par une réflexion sur l'impact de notre modèle de politique familiale sur la démographie française.



La santé :

Dans un contexte d'évolutions récentes, en France et à l'étranger, le fil directeur que nous suivrons ici sera le suivant : quel sera le visage de l'offre de soins dans 10 ans ?

Nous approcherons la problématique sous deux angles :

- ▶ **les évolutions technologiques**, qui offrent de nouvelles perspectives en matière de télé-santé et d'implication du patient dans la "coproduction" de soins ;
- ▶ **les évolutions dans l'organisation de l'offre de soins**. "Boutiques" de santé, évolution des prérogatives du personnel non soignant, automédication, articulation entre la ville, l'hôpital et le domicile : quelle sera l'organisation future de la production des soins entre ce qui relèvera du malade, de l'offre privée, de la réponse publique ? "Qui" soignera, "comment" et "où" ? Comment réorganiser de manière optimale les filières de soins ?

La dépendance :

C'est un chantier majeur annoncé par le Président de la République pour 2011. Au cours du premier semestre, nous nous attacherons donc à étudier :

- ▶ L'approche de la **prise en charge du risque dépendance dans un certain nombre de pays européens** (financement, organisation, aide aux aidants) ;
- ▶ **les métiers de la dépendance** : attractivité des métiers de la dépendance et émergence de nouveaux métiers ("gestionnaires de cas") ;
- ▶ Enfin, un colloque consacré à la question de la dépendance dans une perspective internationale sera organisé en collaboration avec la Fondation Konrad Adenauer.

Questions sociales

L'éducation⁽¹⁾ :

En matière d'éducation les études porteront sur les points suivants :

- ▶ **le système éducatif** : dans une logique de comparaison internationale fondée notamment sur les conclusions de l'enquête Pisa, analyse de l'organisation du système éducatif (ministère, services déconcentrés, collectivités), de l'autonomie des établissements, ainsi que du métier d'enseignant (organisation des équipes, autonomie pédagogique, missions) ;
- ▶ **l'apprentissage des langues** : apport d'expériences étrangères, technologies de l'information, pédagogies plus actives et participatives, apprentissage précoce.

■ Lien social et “vivre ensemble”

- ▶ **la diversité** : “*Color blindness*” versus “*color consciousness*” ? Dans le contexte français républicain, et au prisme des expériences étrangères, quels dispositifs pourraient permettre de garantir l'égalité effective entre les individus, quelle que soit leur origine ? Quels sont les leviers d'une meilleure intégration des populations d'origine étrangère ?
- ▶ **la politique de la ville** : dans un contexte où les politiques ciblées (rénovation urbaine, ZEP, etc.) font l'objet de critiques, quelle sera la politique de la ville pour demain ? Dans une perspective internationale (éclairage, notamment, des dispositifs innovants de politique urbaine aux États-Unis), il s'agira de déterminer les modes d'action les plus efficaces : dispersion des habitants, organisation du “retour” des classes moyennes, promotion “sur place” des habitants ?
- ▶ **la cohésion sociale** : dispositifs de prévention précoce, approches collectives du travail social, participation des habitants, développement de l'entrepreneuriat social, nouveaux outils de financement de l'innovation sociale (exemple des politiques menées aux États-Unis ou en Grande-Bretagne) – autant de sujets qui permettront d'éclairer la problématique de manière originale ;

[1] Le Département Questions sociales traitera de l'enseignement primaire et secondaire et le Département Travail Emploi du supérieur.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2011



- ▶ **l'égalité réelle des genres**, en lien avec l'organisation du travail (conciliation vie professionnelle / vie familiale, fonctionnement de l'entreprise) ;
- ▶ **le sport et les politiques sociales** : comment développer la pratique quotidienne des Français ?
- ▶ l'utilisation des neurosciences dans le cadre de procédures judiciaires ("neuro-droit") : perspectives scientifiques, légales et éthiques ;
- ▶ **le bénévolat** : un point sera établi sur les pratiques innovantes permettant de favoriser l'engagement bénévole sans en institutionnaliser la pratique (congés spécifiques au sein de certaines entreprises, valorisation des compétences, intégration dans des cursus de formation, etc.) ;
- ▶ **la contraception** : évaluation et perspectives des dispositifs relatifs à la contraception, la France étant l'un des pays de l'OCDE où le recours à l'avortement est le plus fréquent.